

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Enseignement;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

a) le décret : le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement-II;  
b) établissement d'enseignement subventionné : tout établissement d'enseignement ordinaire et spécial maternel, primaire, fondamental, secondaire et supérieur de plein exercice.

Est considéré comme un seul établissement d'enseignement, l'ensemble de niveaux, de formes, de cycles, de degrés, de sections ou d'options de classes et de lieux d'implantation qui dépendent d'un même directeur;

c) critères d'utilisation du capital périodes et du capital heures : la fixation d'un nombre de normes pour l'utilisation des périodes disponibles;

d) délégation locale du personnel : au maximum cinq membres du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation, en service dans l'établissement concerné et désignés en commun par (les) l'organisation(s) syndicale(s) représentative(s). La composition de la délégation est communiquée par écrit au pouvoir organisateur par les dirigeants responsables ou leurs délégués;

e) délégation des parents : au maximum cinq membres désignés (en commun) par (les) l'association(s) de parents rattachée(s) à l'établissement pour ce qui concerne les établissements d'enseignement maternel, primaire, spécial et secondaire de plein exercice. La composition de la délégation est communiquée par écrit au pouvoir organisateur par le(s) président(s) (des) de l'association(s) des parents;

f) concertation : chaque fois que le pouvoir organisateur doit prendre une décision dans une matière pour la quelle le décret prévoit la concertation, il discute de cette matière avec la délégation locale du personnel et avec la délégation des parents dans le but d'arriver à un accord. A défaut d'accord il appartient au pouvoir organisateur de prendre une décision.

**Art. 2.** Toute proposition visant à déterminer ou à modifier les critères d'utilisation du capital périodes ou du capital heures doit être soumise à la concertation avec la délégation locale du personnel et avec la délégation des parents. Moyennant l'accord préalable de chaque délégation locale du personnel et de chaque délégation locale des parents, la concertation peut avoir lieu par niveau d'enseignement organisé par le même pouvoir organisateur.

**Art. 3.** Le pouvoir organisateur est responsable de la concertation avec la délégation locale du personnel et avec la délégation des parents.

**Art. 4.** En vue de l'établissement des critères pour l'utilisation du capital périodes ou du capital heures, le pouvoir organisateur convoque, à temps et par écrit, la délégation locale du personnel et la délégation des parents et leur fournit au préalable tous les renseignements dont elles ont besoin pour exercer leurs compétences.

**Art. 5.** Il est dressé procès-verbal de la concertation avec la délégation locale du personnel et avec la délégation des parents; ce procès-verbal est signé par les membres de la délégation locale du personnel, par les représentants des parents et par le(s) représentant(s) du pouvoir organisateur.

**Art. 6.** Chaque procès-verbal mentionne les noms des personnes présentes, les conclusions de la concertation et, le cas échéant, les points de vue divergents. A défaut d'accord, la décision du pouvoir organisateur est jointe au procès-verbal.

**Art. 7.** Au cas où les organisations syndicales représentatives ne composent pas de délégation locale du personnel dans l'établissement d'enseignement et au cas où aucune association de parents n'est rattachée à l'établissement d'enseignement, le pouvoir organisateur dresse un procès-verbal des critères qu'il fixe et qu'il communique au personnel.

**Art. 8.** Les procès-verbaux sont introduits et un exemplaire en même temps que le dossier fonctions/enseignements annuels. Un exemplaire est également transmis à tous les délégués qui ont participé à la concertation.

**Art. 9.** Le pouvoir organisateur est responsable de l'administration de la concertation.

**Art. 10.** La concertation peut, au plus tôt, avoir lieu au 1<sup>er</sup> septembre 1990, sauf si les délégués locaux conviennent à ce sujet de fixer de commun accord une date antérieure.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1990.

**Art. 12.** Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 juillet 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2061

31 MAI 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création d'un Comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le ressort territorial du service subrégional de l'emploi de Saint-Vith

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1er mars 1990 fixant le nombre et le ressort territorial des services subrégionaux de l'Emploi, notamment l'article 1er;  
 Vu l'accord relatif à la création d'un comité subrégional de l'emploi et de la formation par la Région wallonne sur le territoire de la Communauté germanophone signé le 25 avril 1990;  
 Vu la proposition du Comité de gestion du FOREM en date du 20 février 1990;  
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 6 mars 1990;  
 Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Du Comité subrégional de l'emploi et de la formation de Saint-Vith**

*Section Ier. — Institution*

**Article 1er.** Il est créé, dans le ressort territorial du service subrégional de l'emploi de Saint-Vith, un Comité subrégional de l'emploi et de la formation, ci-après dénommé le Comité subrégional.

*Section II. — Missions*

**Art. 2.** Le Comité subrégional a, au sein de la sous-région, pour missions de :

- 1° faire procéder à un examen permanent de la situation et de l'évolution de l'emploi;
- 2° donner d'initiative ou sur demande son avis sur toute politique d'emploi ou de formation et sur toute question en matière d'emploi ou de formation;
- 3° rechercher, proposer et recommander toute mesure utile à l'élaboration d'une politique active en matière d'emploi, de formation et de leur liaison.

A ces fins, le Comité maintient en permanence la concertation avec les entreprises de son ressort et avec l'ensemble des partenaires concernés par l'emploi et la formation en favorisant leur rencontre, en coordonnant leur action et en encourageant leur synergie.

Le Comité n'organise pas lui-même de formation.

**Art. 3.** Le Comité subrégional veille, dans le cadre de sa mission, à lier les problèmes de l'alternance pédagogique et de l'insertion sociale et professionnelle à ceux de l'emploi et de la formation.

*Section III. — Composition*

**Art. 4.** Le Comité subrégional est composé comme suit :

- 1° un président;
- 2° sept membres, dont un est vice-président, représentant les organisations représentatives des employeurs;
- 3° sept membres, dont un vice-président, représentant les organisations représentatives des travailleurs;
- 4° le président de la Commission emploi-formation-enseignement;
- 5° le directeur d'un service subrégional de l'Emploi du ressort territorial du Comité subrégional;
- 6° un membre issu d'un organisme de développement économique du ressort territorial du Comité subrégional.

**Art. 5.** Les membres représentant respectivement les organisations des employeurs et des travailleurs sont nommés par l'Exécutif régional wallon, après avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone, sur une liste double proposée par ces organisations, chacune pour ce qui la concerne.

L'Exécutif régional wallon, sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone nomme le membre issu d'un organisme de développement économique du ressort territorial du Comité subrégional.

L'Exécutif régional wallon nomme le président du Comité subrégional qui est unanimement proposé par les sept membres représentant les organisations des employeurs et par les sept membres représentant les organisations des travailleurs. A défaut de proposition unanime, l'Exécutif choisit le Président sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

**Art. 6.** Les membres sont nommés pour une durée de six années. Tout membre quittant le Comité subrégional de l'emploi et de la formation est remplacé dans les trois mois qui suivent.

Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 7.** L'Exécutif régional wallon peut décider, sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone, d'augmenter le nombre des membres ayant voix consultative.

*Section IV. — Fonctionnement*

**Art. 8.** Le Comité subrégional se réunit au minimum quatre fois par an sur convocation du Président.

**Art. 9.** Seuls les membres visés aux 2° et 3° de l'article 4 ont voix délibérative.

**Art. 10.** Le Comité subrégional arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation de l'Exécutif régional wallon après avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

**Art. 11.** Le Comité subrégional établit annuellement un rapport d'activité comprenant une évaluation des actions menées.

**Art. 12.** Le Comité subrégional établit annuellement son budget, conformément aux modalités déterminées par l'Exécutif régional wallon. Il le soumet à l'approbation de l'Exécutif de la Région wallonne, après avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

L'Exécutif régional wallon peut réformer un ou plusieurs articles d'un budget et approuver celui-ci pour le surplus.

Lorsqu'il s'agit de crédits concernant la formation, l'Exécutif statue sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

*Section V. — Contrôle, financement et personnel*

**Art. 13.** Le Comité subrégional est soumis au contrôle de l'Exécutif régional wallon. Celui-ci est exercé par deux délégués désignés respectivement, d'une part, par l'Exécutif régional wallon sur proposition du membre de l'Exécutif ayant l'emploi dans ses attributions, et d'autre part sur proposition du membre de l'Exécutif de la Communauté germanophone ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

Les délégués assistent avec voix consultative à toutes les réunions du Comité subrégional.

Ils peuvent prendre un recours respectivement en ce qui concerne leurs compétences, conformément aux modalités déterminées par l'Exécutif régional wallon, contre toutes décisions qu'ils estiment contraires aux dispositions organiques applicables au Comité subrégional ou contre toute décision concernant la gestion budgétaire ou financière des moyens provenant du financement par les pouvoirs publics.

Art. 14. L'Exécutif régional wallon détermine, sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone, les modalités relatives au financement, au contrôle financier et au personnel du Comité subrégional. Il peut désigner un réviseur choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises auprès du Comité subrégional sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

## CHAPITRE II. — De la Commission emploi-formation-enseignement

### Section Ier. — Institution

Article 15. Le Comité subrégional crée une Commission consultative dénommée « Commission emploi-formation-enseignement ».

Il peut aussi créer d'autres commissions consultatives lorsqu'il les juge utiles à l'accomplissement de ses missions.

### Section II. — Missions

Art. 16. La Commission emploi-formation-enseignement traite dans le cadre des missions énumérées dans l'article 2 de toutes les questions relevant de la formation en liaison avec l'emploi et adresse ses avis, ses propositions ou ses recommandations au Comité subrégional.

Le Comité subrégional motive sa décision chaque fois qu'il s'écarte de l'avis, de la proposition ou de la recommandation émanant de la Commission emploi-formation-enseignement.

### Section III. — Composition

Art. 17. Le Comité subrégional détermine la composition de la Commission emploi-formation-enseignement, qui comportera au maximum vingt-cinq membres.

Il soumet sa constitution à l'approbation de l'Exécutif régional wallon, après avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Art. 18. L'Exécutif régional wallon nomme le président de la Commission emploi-formation-enseignement qui est proposé à l'unanimité par le Comité subrégional. A défaut de proposition unanime, l'Exécutif choisit le Président sur avis conforme de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Art. 19. Chaque commission emploi-formation-enseignement comprend en tout cas :

1° des membres présentés par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs et ce pour au maximum un quart;

2° des membres présentés par les trois réseaux d'enseignement, en assurant la présence de l'Enseignement de Promotion sociale, et ce pour au maximum un quart;

3° des membres présentés par les services agréés de Formation professionnelle, et ce pour au maximum un quart;

4° des membres choisis sur base de leur notoriété ou présentés par le Conseil de l'Education permanente ou estimés représentatifs des milieux des Centres publics d'aide sociale ou de Protection de la jeunesse, et ce pour au maximum un quart.

Art. 20. Les membres sont nommés pour une durée de six années. Tout membre quittant la Commission emploi-formation-enseignement avant l'expiration normale de chaque mandat est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

### Section IV. — Fonctionnement

Art. 21. Le président n'a pas voix délibérative.

#### Disposition finale

Art. 22. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie et des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2081

31. MAI 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung eines Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung im Zuständigkeitsgebiet der subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung Sankt Vith

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 33, Absatz 1, Nr. 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1990 zur Bestimmung der Zahl und der örtlichen Zuständigkeit der subregionalen Dienststellen für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des am 25. April 1990 unterzeichneten Abkommens über die Schaffung eines Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung durch die Wallonische Region auf dem Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Vorschlags des Verwaltungsausschusses des GRABA vom 20. Februar 1990;  
 Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion, abgeben am 6. März 1990;  
 Aufgrund des Gutachtens des Staatrates,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**KAPITEL I. — Subregionaler Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung Sankt Vith**

**Abschnitt I. — Einsetzung**

**Artikel 1.** Im Zuständigkeitsgebiet der subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung Sankt Vith wird ein Subregionaler Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung geschaffen, der nachstehend « Subregionaler Ausschuß » genannt wird.

**Abschnitt II. — Aufgaben**

**Art. 2.** Der Subregionale Ausschuß hat innerhalb der Subregion als Aufgabe :

- 1° eine ständige Untersuchung der Beschäftigungslage und ihrer Entwicklung durchzuführen;
- 2° aus eigener Initiative oder auf Anforderung sein Gutachten zu jeglicher Beschäftigungs- oder Ausbildungs-politik und zu allen Beschäftigungs- oder Ausbildungsfragen abzugeben;
- 3° alle Maßnahmen zu suchen, vorzuschlagen und zu empfehlen, die nützlich sind zur Entwicklung einer aktiven Politik in Sachen Beschäftigung und Ausbildung und auf Ebene der Beziehungen zwischen beiden.

Zu diesem Zweck unterhält der Ausschuß eine ständige Konzertierung mit den Unternehmen seines Zuständigkeitsgebiets und mit sämtlichen Gesprächspartnern, die mit der Beschäftigung und Ausbildung zu tun haben. Er begünstigt dazu ihre Begegnungen, koordiniert ihre Aktionen und regt ihr Zusammenwirken an.

Der Ausschuß organisiert selbst keine Ausbildung.

**Art. 3.** Der Subregionale Ausschuß trägt im Rahmen seiner Aufgabe Sorge dafür, die Probleme der pädagogischen Alternanz und der sozialen Eingliederung über den Beruf mit denen der Beschäftigung und Ausbildung zu verknüpfen.

**Abschnitt III. — Zusammensetzung**

**Art. 4.** Der Subregionale Ausschuß setzt sich zusammen aus :

- 1° einem Präsidenten;
- 2° sieben Mitgliedern, von denen eines Vize-Präsident ist und die die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vertreten;
- 3° sieben Mitgliedern, von denen eines Vize-Präsident ist und die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vertreten;
- 4° dem Präsidenten der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission;
- 5° dem Direktor einer subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung des Zuständigkeitsgebiets des Subregionalen Ausschusses;
- 6° einem Mitglied einer Einrichtung für wirtschaftliche Entwicklung aus dem Zuständigkeitsgebiet des Subregionalen Ausschusses.

**Art. 5.** Die Mitglieder, die die Arbeitgeber- bzw. die Arbeitnehmerorganisationen vertreten, werden nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft von der Wallonischen Regionalexekutive auf einer doppelten Kandidatenliste ernannt, die von diesen Organisationen, jede für das, was sie betrifft, vorgeschlagen wird.

Das Mitglied einer Einrichtung für wirtschaftliche Entwicklung aus dem Zuständigkeitsgebiet des Subregionalen Ausschusses wird nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft von der Wallonischen Regionalexekutive ernannt.

Die Wallonische Regionalexekutive ernennt den Präsidenten des Subregionalen Ausschusses. Dieser wird einstimmig von den sieben Mitgliedern, die die Arbeitgeberorganisationen vertreten, und von den sieben Mitgliedern, die die Arbeitnehmerorganisationen vertreten, vorgeschlagen. In Ermangelung eines einstimmigen Vorschlags wird der Präsident nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft von der Exekutive ausgesucht.

**Art. 6.** Die Mitglieder werden für eine Dauer von sechs Jahren ernannt. Jedes Mitglied, das aus dem Subregionalen Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung austritt, wird innerhalb der drei darauffolgenden Monate ersetzt.

In diesem Fall führt das neue Mitglied das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

**Art. 7.** Die Wallonische Regionalexekutive kann nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschließen, die Anzahl Mitglieder mit beratender Stimme zu erhöhen.

**Abschnitt IV. — Arbeitsweise**

**Art. 8.** Der subregionale Ausschuß versammelt sich mindestens viermal im Jahr. Die Versammlungen werden vom Präsidenten einberufen.

**Art. 9.** Nur die unter Nr. 2 und Nr. 3 von Artikel 4 erwähnten Mitglieder sind stimmberechtigt.

**Art. 10.** Der Subregionale Ausschuß gibt sich eine Geschäftsordnung, die der Wallonischen Regionalexekutive nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Genehmigung vorgelegt wird.

**Art. 11.** Der Subregionale Ausschuß erstellt jährlich einen Tätigkeitsbericht, der eine Bewertung der durchgeführten Aktivitäten umfaßt.

**Art. 12.** Der Subregionale Ausschuß stellt jährlich seinen Haushaltsplan auf, und zwar gemäß den Modalitäten, die von der Wallonischen Regionalexekutive festgelegt werden. Dieser Haushaltsplan wird der Exekutive der Wallonischen Region nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Genehmigung vorgelegt.

Die Wallonische Regionalexekutive kann einen oder mehrere Artikel eines Haushaltsplans abändern und ihn im übrigen genehmigen.

Wenn es sich um Haushaltsmittel für die Ausbildung handelt, entscheidet die Exekutive nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

*Abschnitt V. — Aufsicht, Finanzierung und Personal*

Art. 13. Der Subregionale Ausschuss untersteht der Kontrolle durch die Wallonische Regionalexekutive. Diese Kontrolle wird durch zwei Beauftragte ausgeübt, die einerseits von der Wallonischen Regionalexekutive auf Vorschlag des Mitglieds der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und andererseits auf Vorschlag des Mitglieds der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört, bestimmt werden.

Die Beauftragten wohnen allen Versammlungen des Subregionalen Ausschusses mit beratender Stimme bei. Sie dürfen jeweils für das, was ihre Zuständigkeiten betrifft, gemäß den Modalitäten, die von der Wallonischen Regionalexekutive festgelegt werden, Einspruch erheben gegen sämtliche Beschlüsse, von denen sie meinen, daß sie gegen die auf den Subregionalen Ausschuss anwendbaren grundlegenden Bestimmungen verstoßen. Sie dürfen ebenso Einspruch erheben gegen jeglichen Beschluß in Sachen Haushalts- oder Finanzgebarung, was die aus der Finanzierung durch die öffentlichen Behörden stammenden Mittel betrifft.

Art. 14. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Modalitäten betreffend die Finanzierung, die finanzielle Aufsicht und das Personal des Subregionalen Ausschusses. Sie kann nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Revisor bestimmen, den sie unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren für den Subregionalen Ausschuss aussucht.

**KAPITEL II. — Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission***Abschnitt I. — Einsetzung*

Art. 15. Der Subregionale Ausschuss gründet eine beratende Kommission, die « Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission » genannt wird.

Er kann auch andere Beratungskommissionen gründen, wenn er dies für die Erfüllung seiner Aufgaben für nützlich hält.

*Abschnitt II. — Aufgaben*

Art. 16. Die Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission behandelt im Rahmen der in Artikel 2 aufgezählten Aufgaben alle Fragen der Ausbildung im Zusammenhang mit der Beschäftigung und richtet ihre Gutachten, Vorschläge oder Empfehlungen an den Subregionalen Ausschuss.

Der Subregionale Ausschuss versieht seinen Beschluß mit Gründen, jedesmal wenn er von dem Gutachten, dem Vorschlag oder der Empfehlung der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission abweicht.

*Abschnitt III. — Zusammensetzung*

Art. 17. Der Subregionale Ausschuss bestimmt die Zusammensetzung der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission, die maximal fünfundzwanzig Mitglieder zählen darf.

Er legt der Wallonischen Regionalexekutive nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Zusammensetzung dieser Kommission zur Genehmigung vor.

Art. 18. Die Wallonische Regionalexekutive ernannt den Präsidenten der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission, der vom Subregionalen Ausschuss einstimmig vorgeschlagen wird. In Ermangelung eines einstimmigen Vorschlags wird der Präsident nach gleichlautendem Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft von der Exekutive ausgesucht.

Art. 19. Jede Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission umfaßt auf jeden Fall :

1° Mitglieder, die von den repräsentativen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden, und zwar bis zu höchstens einem Viertel;

2° Mitglieder, die von den drei Unterrichtsnetzen vorgeschlagen werden — wobei darauf zu achten ist, daß auch der soziale Fortbildungsunterricht vertreten ist — und zwar bis zu höchstens einem Viertel;

3° Mitglieder, die von den anerkannten Diensten für Berufsbildung vorgeschlagen werden, und zwar bis zu höchstens einem Viertel;

4° Mitglieder, die aufgrund ihrer allgemeinen Bekanntheit ausgesucht oder vom Rat für ständige Weiterbildung vorgeschlagen werden, oder solche, die als repräsentativ angesehen werden in den Kreisen der Öffentlichen Sozialhilfzentren oder des Jugendschutzes, und zwar bis zu höchstens einem Viertel.

Art. 20. Die Mitglieder werden für eine Dauer von sechs Jahren ernannt. Jedes Mitglied, das vor dem normalen Ablauf eines jeden Mandats aus der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission austritt, wird innerhalb der drei darauffolgenden Monate ersetzt. In diesem Fall führt das neue Mitglied das Mandat seines Vorgängers zu Ende.

*Abschnitt IV. — Arbeitsweise*

Art. 21. Der Präsident ist nicht stimmberechtigt.

*Schlußbestimmung*

Art. 22. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Naznur, am 31. Mai 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,  
B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung  
E. HISMANS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2081

**31 MEI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming in het ambtsgebied van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling Saint-Vith**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 december 1988 houdende oprichting van de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 33, 1e lid, 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 maart 1990 tot vaststelling van het aantal en van het ambtsgebied van de subregionale diensten voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het akkoord betreffende de instelling van een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming door het Waalse Gewest op het grondgebied van de Duitstalige Gemeenschap, ondertekend op 25 april 1990;

Op voordracht van het beheerscomité van de FOREM, d.d. 20 februari 1990;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 6 maart 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit:

**HOOFDSTUK I. — Het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming Saint-Vith**

*Afdeling I. — Instelling*

**Artikel 1.** In het ambtsgebied van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling Saint-Vith wordt er een subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming ingesteld, hierna vermeld « het subregionaal comité ».

*Afdeling II. — Taken*

**Art. 2.** Het subregionaal comité heeft als taak in de subregio:

- 1° de situatie en de evolutie van de arbeidsgelegenheid voortdurend te laten onderzoeken;
- 2° op eigen initiatief of op aanvraag zijn advies te geven over elk tewerkstellings- of vormingsbeleid en over elke vraag inzake tewerkstelling of vorming;
- 3° alle middelen te zoeken, voor te stellen en aan te bevelen die nodig zijn voor de ontwikkeling van een actief beleid inzake arbeidsgelegenheid, vorming en hun betrekkingen met elkaar.

Daartoe onderhoudt het comité voortdurend een overleg met de bedrijven van haar ambtsgebied en met alle door de tewerkstelling en vorming betrokkene partners door aanmoediging van hun ontmoetingen, coördinatie van hun actie en van hun samenwerking.

Het comité zelf organiseert geen vorming.

**Art. 3.** In het kader van zijn taak zorgt het subregionaal comité ervoor de problemen van de pedagogische afwisseling en van de sociale en beroepsintegratie met die van de tewerkstelling en van de vorming te verbinden.

*Afdeling III. — Samenstelling*

**Art. 4.** Het subregionaal comité is samengesteld als volgt:

- 1° een voorzitter;
- 2° zeven leden, waarvan één ondervoorzitter is, die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;
- 3° zeven leden, waarvan één ondervoorzitter is, die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
- 4° de voorzitter van de commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs;
- 5° de directeur van een subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling van het ambtsgebied van het subregionaal comité;
- 6° een lid afkomstig van een instelling van economische ontwikkeling van het ambtsgebied van het subregionaal comité.

**Art. 5.** De leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties respectievelijk vertegenwoordigen worden door de Waalse Gewestexecutieve benoemd, na eensluidend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, uit een dubbeltal voorgesteld door deze organisaties, ieder voor wat haar betreft.

Op eensluidend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap benoemt de Waalse Gewestexecutieve het lid afkomstig van een instelling van economische ontwikkeling van het ambtsgebied van het subregionaal comité.

De Waalse Gewestexecutieve benoemt de voorzitter van het subregionaal comité die eenparig voorgesteld wordt door de zeven leden vertegenwoordigend de werkgeversorganisaties en door de zeven leden vertegenwoordigend de werknemersorganisaties. Bij gebreke aan eenparig voorstel kiest de Executieve de Voorzitter op eensluidend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 6.** De leden worden voor zes jaar benoemd. Elk lid dat uit het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming treedt wordt binnen de drie volgende maanden vervangen.

In dit geval voleindigt het nieuw lid het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 7.** De Waalse Gewestexecutieve kan, op eensluidend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, beslissen het aantal leden met raadgevende stem te vermeerderen.

*Afdeling IV. — Werking*

**Art. 8.** Het subregionaal comité vergadert minstens vier keer per jaar op oproeping van de voorzitter.

**Art. 9.** Alleen de in artikel 4, 2° en 3°, bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

Art. 10. Het subregionaal comité bepaalt zijn reglement van inwendige orde dat ter goedkeuring van de Waalse Gewestexecutieve voorgelegd wordt, na eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 11. Het subregionaal comité stelt jaarlijks een activiteitenverslag op met een schatting van de uitgevoerde acties.

Art. 12. Het subregionaal comité stelt jaarlijks zijn begroting op, overeenkomstig de door de Waalse Gewestexecutieve bepaalde modaliteiten. Hij legt het ter goedkeuring van de Executieve van het Waalse Gewest voor, na eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

De Waalse Gewestexecutieve kan één of meerdere artikels van een begroting herzien en het goedkeuren voor het overige.

Wanneer het kredieten betreft inzake vorming, beslist de Executieve op eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

#### Afdeling V. — Toezicht, financiering en personeel

Art. 13. Het subregionaal comité is onderworpen aan het toezicht van de Waalse Gewestexecutieve. Het wordt uitgeoefend door twee afgevaardigden respectievelijk aangesteld, enerzijds door de Waalse Gewestexecutieve op voordracht van het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort en anderzijds, op voordracht van het lid van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap tot wiens bevoegdheden de beroepsopleiding behoort.

De afgevaardigden wonen alle vergaderingen van het subregionaal comité met raadgevende stem bij.

Wat betreft hun respectievelijke bevoegdheden kunnen zij, overeenkomstig de door de Waalse Gewestexecutieve bepaalde modaliteiten beroep indienen tegen alle beslissingen die zij achten in strijd te zijn met de organieke regelingen toepasselijk op het subregionaal comité of tegen alle beslissingen betreffende het budgettaire of financiële beheer van de middelen die voortkomen uit de financiering door de overheden.

Art. 14. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt, op eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, de modaliteiten betreffende de financiering, het financieel toezicht en het personeel van het subregionaal comité. Ze kan een onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren gekozen revisor aanstellen bij het subregionaal comité op eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

### HOOFDSTUK II. — De commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs

#### Afdeling I. — Instelling

Art. 15. Het subregionaal comité stelt een commissie van advies in met name « commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs ».

Het subregionaal comité kan ook andere commissies van advies instellen indien het ze nodig acht voor de uitvoering van zijn taken.

#### Afdeling II. — Taken

Artikel 16. De commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs behandelt in het kader van de in artikel 2 opgesomde taken alle vragen betreffende de vorming met betrekking tot de tewerkstelling en richt zijn adviezen, voorstellen of aanbevelingen aan het subregionaal comité.

Het subregionaal comité motiveert zijn beslissing telkens het afwijkt van het advies, het voorstel of van de aanbeveling van de commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs.

#### Afdeling III. — Samenstelling

Art. 17. Het subregionaal comité bepaalt de samenstelling van de commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs, die maximum vijftientig leden telt.

Hij legt haar samenstelling ter goedkeuring van de Waalse Gewestexecutieve voor, na eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 18. De Waalse Gewestexecutieve benoemt de voorzitter van de commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs eenparig voorgesteld door het subregionaal comité. Bij gebreke aan eenparig voorstel kiest de Executieve de voorzitter op eensluitend advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 19. In ieder geval is elke commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs samengesteld uit :

1° leden voorgesteld door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, hetzij voor maximum één vierde;

2° leden voorgesteld door de drie onderwijsnetten, met inachtneming van de aanwezigheid van het onderwijs voor sociale promotie, hetzij voor maximum één vierde;

3° leden voorgesteld door de erkende diensten voor beroepsopleiding, hetzij voor maximum één vierde;

4° leden gekozen op basis van hun bekendheid of voorgesteld door de Raad voor permanente opvoeding of geacht representatief te zijn van de kringen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de jeugdbescherming, hetzij voor een maximum van één vierde.

Art. 20. De leden worden benoemd voor een termijn van zes jaar. Elk lid dat uit de commissie tewerkstelling-vorming-onderwijs treedt voor het normaal einde van ieder mandaat wordt binnen de drie volgende maanden vervangen. In dat geval voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

#### Afdeling IV. — Werking

Art. 21. De voorzitter is niet stemgerechtigd.

#### Slotbepaling

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid de tewerkstelling behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Gewestelijk Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,  
E. HISMANS